

ENJEU SÉCURITÉ - Algérie : quatre questions

1/ Mercredi 26 février, François Bayrou annonce sa volonté de "réexaminer la totalité des accords" entre l'Algérie et la France. Une annonce survenant après plusieurs camouflés pour la France, avec le renvoi coup sur coup de plusieurs influenceurs algériens pourtant placés sous OQTF. Que sait-on, exactement, de la capacité d'ingérence du régime Algérien sur le sol français ? Faut-il par exemple penser qu'Alger pilote ces influenceurs ?

D'abord : récemment, les affaires franco-algériennes sont dans la vitupération énervee - mauvais plan pour régler les problèmes sérieusement et durablement. Or les énervés-vitupérateurs ne savent rien de l'Algérie présente, n'y ont jamais mis les pieds, ne connaissent nul Algérien influent et n'ont en tête que des fantasmes d'hostilité. Je connais un peu ce pays, y ai enseigné comme criminologue et y ai rencontré des d'officiels. C'est à ce titre que je vous réponds. De même d'ailleurs, au Maroc ou au Sénégal car à l'Institut de criminologie, nous avons formé bien des cadres "régaliens" de l'Afrique francophone du Maghreb et du Sahel.

Ensuite, ce rappel sur la relation entre deux pays souverains : En 1848, lord Palmerston, Premier ministre de la reine Victoria, dit définitivement à ce sujet : « Nous n'avons pas d'alliés éternels ni d'ennemis perpétuels. Nos intérêts sont éternels et perpétuels, et il est de notre devoir de les défendre. » La sphère du régalien, se doit d'appliquer cette maxime, la France et l'Algérie comme les autres.

Enfin, tout ce qu'il advient entre la France et l'Algérie (ou tout autre pays d'ailleurs...) relève de la réciprocité. La France peut autant que l'Algérie s'informer... Influencer... séduire ou contraindre le pays d'en face. Cet équilibre a longtemps prévalu entre Paris et Alger - d'abord, lors de la terrible guerre civile menée par le régime algérien contre ses propres islamistes. Équilibre maintenu quand M. Le Drian était ministre de la défense, mais rompu ensuite sous la présidence Macron, en tout point désastreuse, s'agissant de toute l'Afrique.

2/ Que sait-on, par ailleurs, de la capacité de l'Algérie à engendrer du trouble à l'ordre public et autres types de déstabilisation sur le sol français ?

Votre question suppose que la diaspora algérienne en France obéisse au doigt et à l'œil au régime d'Alger - lequel, dans cette hypothèse, est vu comme un bloc monolithique. Or la jeunesse d'origine algérienne vivant en France est vue à Alger avec une infinie méfiance ; car ces jeunes, quand ils rentrent au "bled", tendent à s'y comporter comme dans le neuf-trois, ce qui déplaît fort, notamment à la Gendarmerie nationale algérienne, au rôle crucial dans la sécurité intérieure de l'Algérie. Et les quelques dizaines de militaires et civils régissant pour l'essentiel ce pays - le "régime"

si vous voulez - ne sont pas tous sur la même ligne ; il a longtemps existé en son sein ce qu'on appelait "le parti de la France", proche des sphères régaliennes françaises ; face à d'autres courants plus tiers-mondistes ou révolutionnaires.

3/ Récemment, Ferhat Mehenni, chef du Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie, affirmait que les services algériens pourraient être responsables d'actes de terrorisme en France. Quel crédit faut-il porter à de telles accusations ?

Ce monsieur est dans son rôle, qui consiste à vouloir éloigner Paris d'Alger. Mais j'observe qu'à Alger, surtout dans la sphère régalienne, la présence kabyle est énorme. Donc là aussi, les positions sont multiples, tout n'est pas blanc ou noir et doter la France de 2025 d'une politique solide vis-à-vis d'Alger - bien sûr, c'est le résultat voulu - ne s'obtiendra pas à partir de fantasmes et d'actes-réflexes remontant à un demi-siècle - au mieux.

4/ Faut-il penser que le politique français a peur des capacités d'ingérence et de déstabilisation algérienne ?

Le "politique français" devrait d'abord considérer deux choses :

- M. Macron a réussi l'exploit d'exaspérer toute l'Afrique, Maghreb et Sahel, tout un. Algérie comprise : à Alger, nul dirigeant n'a compris qu'il revienne sur le colonialisme et les "crimes contre l'humanité" de la France outre-Méditerranée. De même, les dirigeants algériens ont la mémoire longue ; ils méprisent et détestent les gauchistes type Mélenchon-LFI. Ils se souviennent que toute cette bande provient d'une secte trotskiste, dite "Lambertiste" qui, dans la guerre d'indépendance, a soutenu le MNA, tendance du nationalisme algérien éliminée par le FLN, matrice des dirigeants actuels de l'Algérie. Qu'un dirigeant politique français - même de droite - engage un dialogue franc, même, sans concessions - avec Alger, apaisera vite les choses, j'en suis sûr.

- Que ces "politiques français" jaugent le poids réel de l'Algérie en Afrique. L'Algérie fut l'un des premiers pays du continent à devenir indépendant. Ensuite, elle a accueilli sur son sol maints mouvements indépendantistes issus de toute l'Afrique ; les a formés, encadrés, armés, aidés... et bien sûr, en leur sein, s'est fait nombre d'amis et d'obligés - parlons clair : ses services y ont recruté à peu près qui ils ont voulu. Je ne dis pas qu'il faut se laisser imposer quoi que ce soit par Alger ou quiconque ; je dis simplement qu'au Maghreb comme aux confins russo-ukrainiens, mieux vaut connaître son potentiel adversaire, que de se laisser emporter par des clichetons dépassés ou des vitupérations puériles. ■